

À: *Tous les Membres du Conseil de Sécurité de l'ONU*

Le 9 Juin 2014

Excellences, Mesdames/Messieurs les Ambassadeurs

En tant que coalition d'organisations non-gouvernementales, œuvrant pour l'assistance aux civils du Kordofan du Sud et du Nil Bleu ou pour soutenir les efforts de paix au Soudan, **nous lançons un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour exiger la fin du ciblage des civils par les forces armées du Gouvernement du Soudan et par les milices armées qui leur sont associées.** En quatre jours seulement, au mois de mai, la ville de Kauda et les villages environnants situés loin de la ligne de front du conflit, ont été touchés par environ 60 bombes qui ont endommagé les bureaux de la principale organisation humanitaire locale œuvrant dans la région. Des bombes sont également tombées à côté de deux écoles. Quelques jours avant, au même mois, le plus grand hôpital de la région a été endommagé et deux centres médicaux ont été ciblés. **Ces attaques sans précédent étaient les plus grands bombardements nourris visant les civils dans l'histoire de ce conflit vieux de trois ans.** Lesdits bombardements ont semé la terreur et ont poussé des familles à aller se cacher dans des grottes ou dans des tranchées; trop apeurées pour aller planter leurs cultures.

Cette situation fait partie d'une campagne militaire de plus en plus utilisée dans ces deux régions et au Darfour. C'est ce que le Ministre soudanais de la défense a décrit, le 14 avril, comme étant le début d'une «**opération décisive en été**» destinée à «**mettre fin à la rébellion au Kordofan du Sud, au Darfour et au Nil Bleu** ». Le gouvernement du Soudan a clairement et explicitement dit qu'il cherchait à étouffer résolument une dissidence politique par des moyens militaires. **De nombreux rapports signalent que des milices à la solde du Gouvernement, déguisées en Forces d'appui rapides (anciennement appelées: les miliciens janjaweed), ont été récemment recrutées et formées par le Service National de Renseignement et de Sécurité (NISS) pour mettre fin à la rébellion.**<sup>1</sup> Les observateurs se trouvant sur le terrain signalent que le Front Révolutionnaire du Soudan a systématiquement pillé et détruit les réserves des grains et les puits d'eau potable; ils ont ensuite brûlé des maisons dans les zones qui avaient été auparavant sous le contrôle des rebelles.<sup>2</sup> Selon l'ONU, **le conflit entre les belligérants a causé des déplacements internes et cela a "gravement affecté" plus de 900 000 personnes vivant dans les zones contrôlées par les rebelles du Kordofan du Sud et du Nil Bleu.**<sup>3</sup>

**Cette intensification sans précédent des conflits est une violation pure et simple de la Résolution 2046 (de 2012) du Conseil de sécurité de l'ONU.** Elle coïncide également avec la saison des semailles qui, si elle est perdue, constituera une menace grave de famine pour une population qui aura été incapable de planter. Veuillez trouver en annexe, Mesdames/Messieurs les Ambassadeurs, davantage d'informations, ainsi que des adresses électroniques où vous trouverez les éléments de preuves présentés sous forme de photos ou de vidéos qui démontrent le ciblage délibéré des civils par le Gouvernement du Soudan. **Il est à craindre que ces actes ne constituent des violations du droit international et n'équivalent ainsi aux crimes de guerre ou aux crimes contre l'humanité.**

---

<sup>1</sup><http://www.sudantribune.com/spip.php?article50783>

<sup>2</sup>[The Sudan Consortium: The Impact of Sudanese military operations on the civilian population of Southern Kordofan. April 2014](#)

<sup>3</sup>Ces estimations ont été faites par la branche humanitaires du SPLM-N à l'intention de l'OCHA. Source: 19 mai 2014

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/South%20Kordofan%20and%20Blue%20Nile%20Population%20Movements%20Fact%20Sheet%20-%202019%20May%202014.pdf>

Nous craignons que le ciblage continu et sans retenue des civils, par le Gouvernement du Soudan, ne devienne une menace à tout espoir de progrès pour un dialogue national qui pourrait être la clé d'une paix durable au Soudan.

Par conséquent, nous demandons respectueusement à tous les Membres du Conseil de Sécurité de l'ONU de s'unir pour adopter une déclaration du président qui :

- **Condamne de la façon la plus ferme les bombardements aériens et l'envoi des Forces d'appui rapide par le Gouvernement du Soudan pour cibler les civils et leurs biens au Darfour et au Kordofan du Sud**, provoquant ainsi les déplacements forcés des populations, la crise des moyens de subsistance et la perte des vies humaines ;
- **Reconnaît que ces violations** du droit international en matière de droits de l'homme et du droit humanitaire international **peuvent constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ;**
- **Prie instamment le Secrétaire général de l'ONU, en consultation avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine et la Ligue des États arabes, d'ouvrir rapidement une enquête complète et indépendante** sur les violations des droits de l'homme au niveau international et des violations du droit humanitaire, de rendre publiques d'urgence les conclusions de cette enquête et de faire en sorte que les personnes reconnues coupables soient tenues responsables de leurs actes;
- **Exige une fin immédiate et sans condition de toutes les attaques portées contre les civils et leurs biens** en vertu du droit international et de la Résolution 2046 du Conseil de sécurité de l'ONU (2012) ;
- Exige la cessation immédiate des hostilités par toutes les parties engagées dans les conflits du Kordofan du Sud, du Nil Bleu et du Darfour comme préalable à tout dialogue national crédible qui doit examiner les causes profondes des conflits ; et
- **Exige que toutes les parties aux conflits permettent l'accès de l'assistance humanitaire** aux populations touchées par les conflits, peu importe les lieux où elles se trouvent dans ces deux régions ou au Darfour. Toutes les parties engagées dans les conflits doivent garantir immédiatement et sans entrave un couloir sécurisé à l'ONU et aux autres membres du personnel humanitaire, pour leur permettre de livrer les ravitaillements et du matériel d'assistance aux populations touchées le plus rapidement possible.

L'implacable recrudescence de la violence faite actuellement et des attaques portées de façon aveugle, nécessitent des mesures rapides de la part du Conseil de Sécurité, en coordination avec l'Union Africaine et la Ligue des États arabes. Il est à craindre que, sans ce genre de leadership par ces institutions, les civils continueront à perdre la vie et les perspectives d'une paix globale au Soudan resteront incertaines. Nous vous saurions gré si l'occasion nous était donnée de vous rencontrer, Mesdames/Messieurs les Ambassadeurs, pour vous apporter des informations complémentaires.

Nous vous prions d'accepter, Mesdames/Messieurs les Ambassadeurs, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

## **Les ONG signataires:**

1. Action pour les Droits Humains et l'Amitié (ADHA)
2. *African Centre For Justice and PeaceStudies (ACJPS)*
3. Ahmed H. Adam, professeur visiteur et Co-président de deux projets au Soudan de *l'Institute for the Study of HumanRights (ISHR)*, Columbia University
4. Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH)
5. *Arab Coalition for Sudan (ACS)*
6. Fondation arabe pour la société civile et le soutien aux droits de l'homme
7. Institut Arabe pour la démocratie (Tunisie)
8. Réseau arabe de l'information de droits de l'homme (ANHRI)
9. Organisation Arabe pour les droits de l'homme (Libye)
10. Organisation Arabe pour les droits de l'homme (Mauritanie)
11. Programme arabe des activistes des droits de l'homme (APHRA)
12. Assistance Mission for Africa (AMA)
13. Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)
14. Conscience International (CI)
15. Cordaid
16. Darfur Bar Association
17. Darfur Relief and Documentation Centre
18. Enough Project
19. FIDH
20. Global Centre for Responsibility to Protect
21. Governance Bureau – Sudan
22. Human Rights First Saudi Arabia
23. HumanitarianAid Relief Trust (HART)
24. International Centre for Policy and Conflict (ICPC)
25. International Refugee Rights Initiative (IRRI)
26. Khatim Adlan Centre for Enlightenment and Human Development (KACE)
27. Kush Incorporated
28. Media Centre for Human Rights and Democracy (Shams Centre) – Palestine
29. New Sudan Council of Churches
30. Nuba Relief, Rehabilitation and Development Organisation (NRRDO)
31. PAX
32. People4Sudan
33. Eglise Presbytérienne des Etats-Unis
34. Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)
35. Society for Threatened Peoples – Germany
36. South Sudan HumanRights Defenders Network (SSHRDN)
37. South Sudan Human Rights Society for Advocacy
38. Sudan Consortium
39. Sudan Democracy First (SDFG)
40. Sudan Social Development Organisation UK (SUDO UK)
41. Sudanese Development Initiative (SUDIA)
42. Union des Ressortissants Rwandais au Sénégal (URRS)
43. United to End Genocide
44. Waging Peace
45. West African Refugees and Internally Displaced Persons Network (WARIPNET)

#### 46. Zarga Organisation for Rural Development (ZORD) – Sudan

*Copie transmise à:*

S.E.M. l'Ambassadeur Donald Booth, Envoyé Spécial des Etats-Unis pour le Soudan et le Soudan du Sud;

ZhongJianhua, Représentant Spécial de la Chine pour les Affaires Africaines

MikhailMargelov, Envoyé Spécial de la Russie pour l'Afrique

Alexander Rondos, Envoyé Spécial de l'UE pour la Corne de l'Afrique

Jens-PetterKjemprud, Envoyé Spécial de la Norvège au Soudan et au Soudan du Sud

Tim Morris, Envoyé Spécial du Royaume Uni au Soudan et au Soudan du Sud

S.E. Dr. NkosazanaDlamini-Zuma, Président de la Commission de l'Union Africaine

S.E.M. ThaboMbeki, Président du Panel de haut-niveau pour le Soudan et le Soudan du Sud

S.E. l'Ambassadeur Smail Chergui, Commissaire chargé de la paix et de la sécurité à l'Union Africaine

S.E. Dr AishaAbdullahi, Commissairechargé des Affaires politiques à l'Union Africaine

HaileMenkerios, Envoyé Spécial de l'ONU pour le Soudan et le Soudan du Sud et Ambassadeur de l'ONU à l'Union Africaine

Dr Mohamed Ibn Chambas, Représentant Spécial pour le Darfour et Chef des opérations hybrides de l'UA et de l'ONU au Darfour (MINUAD)

H. E. Dr Nabil El Araby, Secrétaire Général de la Ligue Arabe

## Annexes

**Des sources multiples, crédibles et vérifiées sur le terrain, avec des [séquences vidéos](#) et des [photos](#) à l'appui, datant entre le 26 et le 30 mai : environ 60 bombes ont été larguées à partir des avions Antonov et des jets Sukhoï sur les villages autour de Kauda, au Kordofan du Sud. Les bureaux de la principale organisation humanitaire locale présente dans les Monts Nouba (*Nuba Relief Rehabilitation and Development Organisation* – NRRDO – dans le comté de Heiban) ont été attaqués et considérablement endommagés. Beaucoup de ces bombes sont tombées sur le marché de Kauda, lieu où les gens viennent faire des achats, prennent du thé ou prient dans la mosquée locale. D'autres bombes sont tombées près d'une école. Tout ceci était la suite des bombardements d'un hôpital appartenant à l'Église catholique (*the Mother of Mercy Catholic Hospital*) dans les environs de Gidel. C'était le 1<sup>er</sup> mai. C'était le plus grand hôpital dans la région des Monts Nouba. **Ces bâtiments sont clairement vus comme civils et humanitaires et ne peuvent pas être confondus avec toute sorte de cible militaire. La ville de Kauda est située au cœur du territoire contrôlé par le SPLM-N, mais loin de la ligne de front.****

Ces bombardements se font par l'utilisation accrue des bombes freinées par parachute lancées sur des civils; elles ont été larguées ensemble avec des bombes lourdes tirées à partir des artilleries qui sont à la fois de longue portée et à partir des systèmes des lance-roquettes tirant sans discrimination. Cela est évident et particulièrement documenté par Rashad, Abisseya et plus récemment dans les comtés de Dalami, au nord de Kauda. L'ONU signale que plus de 100 000 personnes qui vivaient dans cette région se seraient déplacées pour aller ailleurs le mois dernier.<sup>4</sup> **Il existe d'autres rapports fiables faits par les observateurs présents sur le terrain faisant état de pillages systématiques, de destruction des réserves des grains et des puits d'eau potable, ainsi que des maisons incendiées dans les zones précédemment occupées par les rebelles.<sup>5</sup> De nombreux rapports disent que les milices à la solde du gouvernement, déguisées en Forces d'appui rapides (anciennement appelées Janjaweed) ont été recrutées et formées pour mener de telles activités<sup>6</sup>**

**Les bombardements les plus récents ont coïncidé avec la saison des semailles avant le début de la saison des pluies. Les civils sont terrorisés par la menace des bombes qui tombent n'importe quand et n'importe où; ils n'arrivent pas à cultiver leurs terres en ce moment crucial.** Cela a poussé certaines personnes à conclure que le gouvernement soudanais utilise une fois encore la famine comme arme de guerre à l'instar de ce qu'il avait déjà fait lors des conflits précédents aux Monts Nouba (1989 - 2002). Si les gens ne plantent pas, cela contribuera considérablement à l'insécurité alimentaire pour la population locale pendant les 18 mois à venir. La situation actuelle est encore plus précaire en raison de la crise au Soudan du Sud. Celle-ci a perturbé les quelques lignes de ravitaillement qui existaient pour nourrir les collectivités des Monts Nouba et pour recevoir les marchandises venant en dehors de ces deux zones. Les conflits et l'instabilité au Soudan du Sud signifient également que les civils se sentent piégés dans les Monts Nouba, incapables de trouver refuge nulle part.

---

<sup>4</sup><http://reliefweb.int/report/sudan/sudan-south-kordofan-and-blue-nile-population-movements-fact-sheet-19-may-2014>

<sup>5</sup>[The Sudan Consortium: The Impact of Sudanese military operations on the civilian population of Southern Kordofan. April 2014](#)

<sup>6</sup><http://www.sudantribune.com/spip.php?article507S83>

**Des informations crédibles signalent que des violations sont également menées du côté des rebelles.**<sup>7</sup> Les observateurs qui sont sur le terrain restent neutres mais ils s'occupent à transmettre des informations sur ce qui se passe à la ligne de front (surtout les informations sur les communautés déplacées) et sur les pires atrocités commises.

Pour toute correspondance ultérieure avec les signataires, veuillez contacter Vanessa Jackson  
ph +1 646 322 7669 or [vanessa.jackson@crisisaction.org](mailto:vanessa.jackson@crisisaction.org)

---

<sup>7</sup><https://radiotamazuj.org/en/article/two-killed-south-kordofan-capital-comes-under-fire>